



Annexe Délibération n°
15 du 13 février 2018
06/02/2018



Le Débat d'Orientation Budgétaire 2018



Sommaire

Rappel du cadre réglementaire

Contexte économique, financier et budgétaire

Présentation de la situation financière 2012/2017

Réalisations 2017 et Projets 2018



Note méthodologique : les sources

- La loi de finances pour 2018
- La loi de finances rectificative 2017
- La loi de programmation des finances publiques 2018-2022
- Institut national de la statistique et des études économiques
- Eurostat
- Observatoire français des conjonctures économiques
- Comptes administratifs prévisionnels



Le cadre réglementaire

- Obligation de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire : article L.2312-1 du C.G.C.T.
- Élément substantiel de la légalité du Budget Primitif
- Etape fondamentale dans le cycle budgétaire annuel
- Instaure une discussion sur les orientations, les priorités et les évolutions de la situation financière et fiscale de la collectivité.
- La loi de finances 2018 et la loi de programmation des finances publiques 2018-2022



Les perspectives économiques 2018

L'économie lancée sur de bons rails

- Le produit intérieur brut : une hypothèse de croissance estimée à 1,7 % (1,9 % en 2017 en nette accélération)
- Une consommation dont la progression varierait peu d'une année sur l'autre: + 1,8 % en 2017, 1,7 % en 2018
- L'inflation de 1,2 % en 2017 (0,8 % en 2016) serait au même niveau en 2018.
- L'investissement productif déjà en hausse en 2017 (+4,4 %) pourrait continuer de progresser en 2018
- Un pouvoir d'achat qui sera affecté à la hausse et à la baisse par le calendrier des réformes fiscales
- Reflux limité du chômage en 2017 (taux de chômage 9,6 %); ce mouvement à la baisse pourrait se poursuivre en 2018 pour atteindre 9,4% de la population active.

5



Finances publiques

En 2017 Le déficit du budget de l'Etat sous la barre des 3 % pour la première fois depuis 2007

- Diminution du déficit public en 2017 (estimation) : 2,9 % du PIB (3,8% en 2015); objectif 2018: 2,8 % avec une maîtrise de la dépense publique (+ 0,6 % en volume hors inflation) moins stricte que prévue
- Le déficit de l'Etat (solde budgétaire) a continué à se creuser en 2017 (67,8 Md€) mais moins que prévu dans la LF et devrait se situer autour de 76 Md€ en 2018.
- La dette publique (2230 Md€) atteint 96,8 % du PIB en 2017 (96,3% en 2016) et pourrait atteindre 97% en 2018.
- Les prélèvements obligatoires des administration publiques stables en 2017 à 44,7% du PIB sont estimés à 44,3 % (réduction) en 2018.

6